

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 23/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARDAT Sarl (la poussetière)

La Poussetière
45220 Triguères

Références : n° 375/2024
Code AIOT : 0010003987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement BARDAT Sarl (la poussetière) implanté La Poussetière 45220 Triguères. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection du fait de la mise en demeure de la société.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDAT Sarl (la poussetière)
- La Poussetière 45220 Triguères
- Code AIOT : 0010003987

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bardat est une entreprise de travaux publics qui a été créée en 1998. Elle a pour principales activités les travaux publics, le transport, la location de matériels. Elle est également spécialisée dans l'extraction, la préparation et la commercialisation d'amendements agricoles. La carrière au lieu-dit "la Poussetière" est autorisée par arrêté préfectoral du 19/06/2015, pour une durée de 25 ans. Elle exploite également une carrière de sables rouges et d'amendements calcaires sur le territoire de Douchy-Montcorbon. Elles approvisionnent les exploitants agricoles locaux ou ceux des départements voisins en amendement calcaire. La carrière est exploitée uniquement par campagnes, entre les mois d'avril et d'octobre.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.3.1	Avec suites, Consignation	Consignation	2 mois
6	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
11	Registre National Des Terres et Sédiments (RNDTS)	Code de l'environnement du 08/08/2024, article R541-43-1	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Hauteur de gradin	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.3.4.2	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
5	Hauteur de stockage des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Moyen de pesée	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.3.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Modalité de remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
9	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 04/04/2023, article L 541-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Respect du plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.3.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ,
- Les bords de fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

[...]

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

[...]

Ce plan est réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

Lors d'une précédente visite il avait été constaté que l'exploitant ne procédait pas à la mise à jour annuelle du plan d'exploitation.

Lors de la visite l'exploitant a présenté le plan d'exploitation d'exploitation mis à jour le 17 juillet 2024.

Apparaissent sur ce plan :

- La limite du périmètre du site
- Les bords de fouille,
- les surfaces décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- Les relevés des cotes d'altitude des points significatifs,
- Le positionnement des fronts
- Les surfaces S1 S2 et S3

Le plan transmis est cohérent avec les observations faites sur le site par l'inspection.

Plus d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que ce plan doit lui être transmis **chaque année** avant le 1er février.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement préliminaire
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <p>- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, [...]</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une précédente visite, il avait été constaté qu'aucune borne n'était accessible. Le jour de la visite, l'inspection a vérifié par sondage la présence et l'accessibilité de certaines bornes de la carrière de la Poussetière. 4 bornes ont été recherchées. Ces bornes sont localisées sur la limite nord du site dans la végétation arborée en limite du ruisseau temporaire. Afin de faciliter leur localisation, l'exploitant a matérialisé leur emplacement via un poteau peint en rouge au sommet. Grace à ce dispositif, 3 bornes ont été facilement retrouvées par l'inspection. La quatrième a été localisée grâce au poteau peint mais le développement de ronces à proximité limite l'accès à cette borne.</p> <p>Toutefois, l'inspection considère que l'écart est soldé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un entretien régulier de la végétation doit être planifié pour permettre l'accès aux bornes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Hauteur de gradin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, conduite de l'extraction

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15m au maximum. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une précédente visite, l'inspection avait constaté que la hauteur des gradins excédait 15m. Par courriel du 17 mai 2023, l'exploitant avait transmis des photos attestant des travaux de terrassement limitant la hauteur des gradins.</p> <p>Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater sur site que la hauteur des gradins est désormais conforme. L'exploitation est réalisée sur deux fonts, le premier d'environ 10m et le second d'environ 5 m.</p> <p>Plus d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte</p>

N° 4 : Auto-surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Piézomètres</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué de 2 piézomètres (un en amont et un en aval hydraulique). Afin de déterminer l'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres, l'exploitant soumet à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller.</p>

<p>Constats :</p> <p>Au cours du mois d'octobre 2023, l'exploitant a transmis un rapport de la société BIOS relative à l'étude hydrogéologique pour la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines. Cette étude a été complétée en avril 2024 par une proposition d'emplacement des piézomètres et une description de leurs caractéristiques.</p> <p>Cette étude est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. Néanmoins, l'exploitant a présenté plusieurs demandes de devis relatives à la réalisation de ces piézomètres (EXEAUTP, Agri-environnement, SOFITER, SOFORA, BOUDOT, VANINGEN FORAGE, FORACLEAN, GINGER...).</p> <p>Seul EXEAUTP a répondu à la demande. La profondeur des piézomètres étant importante, peu de sociétés sont en mesure de les réaliser. Le coût est estimé 63 000€.</p> <p>Dans l'attente de la conclusion de l'instruction de l'étude par l'inspection, l'écart et la consignation sont maintenus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Hauteur de stockage des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Intégration paysagère
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La hauteur des tas est limitée à 5m.</p> <p>Les matériaux sont stockés de manière à éviter les chutes et les éboulements de matériaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que la hauteur des déchets inertes entreposés sur le site, dans l'attente de leur concassage, était d'environ 5m.</p> <p>Pas d'écart constaté sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la situation acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2024
Prescription contrôlée : <p>Les premières mesures sont réalisées au cours des 6 premiers mois suivant la notification du présent arrêté ; puis la fréquence des mesures est annuelle.</p> <p>Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelles.</p> <p>Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</p> <p>De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).</p> <p>Un contrôle spécifique des niveaux de bruits émis par les installations est réalisé lors de la première mie en service du groupe mobile de concassage-criblage de matériaux.</p> <p>Ces contrôles sont réalisés par référence aux dispositions prévues au point 6.2.3 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur pourra demander.</p>
Constats : <div><p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les dernières factures liées à la location d'un concasseur. La dernière location de ce type de matériel date de 2019 (entreprise VAREMA Recyclage). Depuis, aucune activité de concassage n'a été réalisée.</p><p>Afin de réaliser une mesure des niveaux sonores, l'exploitant avait prévu de réaliser une campagne au printemps (avril) mais les conditions climatiques n'ont pas permis de réaliser cette activité.</p><p>Une campagne de concassage est prévue en octobre (bon de commande présenté par l'exploitant pour la location d'un concasseur de chez VAREMA Recyclage).</p><p>Un bon de commande pour la réalisation de l'étude acoustique par la société AXYLIS pour cette même période a également été présenté.</p><p>L'absence de mesure de bruit à une fréquence annuelle peut se comprendre dans la mesure où les activités potentiellement bruyantes (concassage) ne sont pas réalisées annuellement mais plutôt tous les 2-3 ans pendant environ 1 mois.</p><p>Dans ces conditions, l'inspection considère que la prescription pourrait être adaptée à l'activité sur demande de l'exploitant.</p></div>

--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine campagne de concassage, l'exploitant procède à une mesure des niveaux sonores et transmet les résultats à l'inspection dès réception de ceux-ci.
L'exploitant peut demander une modification de la prescription sur la fréquence de mesure afin que celle-ci soit davantage adaptée aux conditions d'exploitation du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyen de pesée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pesée en entrée de site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2024

Prescription contrôlée :

[...]

L'installation est équipée d'un moyen de pesée et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage préalablement à l'admission.

[...]

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté l'absence de moyen de pesée sur le site. Seul le volume des déchets entrants était estimé. Désormais, l'ensemble des déchets entrants est pesé sur le pont bascule de la carrière de La Tour de Bourges située à 3 km et appartenant à la même société.

Sur le registre des entrées présenté par l'exploitant, l'inspection constate que l'ensemble des entrées a bien une référence de poids.

Pour les matériaux extraits, le site est désormais équipé d'un peson sur chargeuse. Ce peson permet de contrôler le poids des chargements qui sortent du site. Le peson a fait l'objet d'une contrôle par la société ASCOREL. L'exploitant a présenté le rapport d'essai du 29/05/2024.

L'inspection considère que la non conformité est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Modalité de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets acceptés en remblaiement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition..), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière voir tableau</p> <p>Les déchets d'enrobés bitumeux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que l'exploitant recevait des boues issues des activités de forage. Ces boues très liquides ne faisant pas partie des déchets pouvant être réceptionnés, une mise en demeure a été proposée sur ce point.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'acceptait plus ce type de déchets inertes depuis la mise en demeure. Lors de la visite du site, aucune trace de boues n'a été observée par l'inspection.</p> <p>L'écart est soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2023, article L 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets verts
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<ul style="list-style-type: none"> • date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2023
Prescription contrôlée : Code de l'environnement du 14/03/2023, article L 541-2 Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté des traces de brûlage de déchets verts sur deux zones du site. Au cours de la visite, aucune trace de brûlage de déchets n'a été constatée. L'écart peut être soldé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Respect du plan de phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.3.4.
Thème(s) : Situation administrative, Respect du plan de phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation
Constats : L'exploitation de la carrière est en fin de phase 2, ce qui est conforme au plan d'exploitation annexé à l'arrêté. En 2023, l'exploitant a extrait 19 056 t (quantité inférieure à la quantité moyenne 53 350 t/an prévue dans l'arrêté) En 2024, l'exploitant a extrait 22 890 tonnes. (Pour rappel la période d'exploitation de la carrière s'étale de Mars à Juin) Pas d'écart constaté sur le respect du plan de phasage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre National Des Terres et Sédiments (RNDTS)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/08/2024, article R541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des Terres et sédiments – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les

exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

(...)

Constats :

L'exploitant valorise des terres excavées pour le remblaiement de la carrière. Ces entrées sont enregistrées sur un registre papier mais pas sur le registre national des terres et sédiments.

L'exploitant ne transmet pas par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre national des terres et sédiments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions, transferts de polluants et de déchets

Prescription contrôlée :

(...)

III.-(...)

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

<p>-l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;</p> <p>-le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;</p> <p>-les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.</p> <p>(...)</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, l'exploitant n'a pas finalisé ses déclarations sur l'application GERP.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de déclaration GERP chaque année.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finalise ses déclarations pour l'année 2023 dans GERP.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>